



entretien

Avec **Pierre Blanc**, professeur de géopolitique à Bordeaux (Sciences Agro et Sciences Po), chercheur au LAM (Les Afriques dans le monde, CNRS, Sciences Po), rédacteur en chef de *Confluences Méditerranée*.

Photo ci-dessus :

Le 31 juillet 2005, un paysan passe devant des soldats de l'armée colombienne montés sur un camion qui surveillent les rues de Mocoa, dans le département de Putumayo, où la situation s'est dégradée en raison des combats avec la guérilla des FARC, entraînant une pénurie de nourriture et de carburant, ainsi qu'un déplacement massif des paysans dans les zones touchées. La question foncière, qui fut fondamentale dans l'engagement des FARC au début du conflit, est aujourd'hui au cœur de la réussite ou non du processus de paix en cours. (© AFP/Luis Acosta)



Terres et conflits : la question agraire au cœur des bouleversements géopolitiques ?

En 1952, Josué de Castro expliquait dans son ouvrage intitulé *Géopolitique de la faim*, que « peu de phénomènes ont influé aussi intensément sur le comportement politique des peuples que le phénomène alimentaire et la tragique nécessité de manger ». Comment expliquer cela ? Pouvez-vous nous donner quelques exemples historiques ?

P. Blanc : Se nourrir, tout comme boire, constitue un acte vital et quotidien. Cette évidence souligne la nécessité impérieuse pour tout pouvoir de sécuriser les approvisionnements alimentaires. De l'épisode du « grand hiver » en 1788 qui avait affamé les campagnes de France et contribué de la sorte à accroître la résonance des thèses révolutionnaires, jusqu'aux émeutes de la faim de 2008, l'histoire est riche de révoltes frumentaires qui montrent indirectement cette nécessité pour les pouvoirs de sécurisation alimentaire. On peut d'ailleurs refaire une histoire des politiques d'expansion territoriale du XX^e siècle à cette aune. La recherche d'espace vital (*Lebensraum*) par le III^e Reich revenait à élargir les capacités d'alimentation de l'Allemagne, tout cela étant animé du souvenir du blocus de la Première Guerre mondiale. Quand Goebbels définissait le but de la guerre comme « un grand petit-déjeuner, un grand

déjeuner et un grand dîner », il ne faut dès lors pas s'étonner de l'opération « Barbarossa » de conquête des terres noires russo-ukrainiennes en 1941 qui annoncera le glas du régime nazi. De même dans sa conquête de Formose (l'actuelle Taïwan) et de la Corée, le Japon a aussi cherché avant tout à sécuriser ses approvisionnements. Quant aux Américains, on sait combien ils ont utilisé leur capacité nourricière pour apporter une aide alimentaire aux pays destinés à endiguer les Soviétiques. De ce point de vue, les cartes de cette distribution sont saisissantes au moins autant que celles du dispositif militaire. Et que dire de certains pays dont la stratégie de sécurisation alimentaire est aujourd'hui largement conditionnée par les dynamiques d'investissements fonciers à l'international ? Songeons en particulier à la Chine et aux pays du Golfe...

Vous considérez que la question alimentaire est loin d'épuiser la dimension géopolitique de l'agriculture. Pouvez-vous en dire davantage ?

Réduire la géopolitique agricole à la question alimentaire serait en effet très réducteur. Bien des conflits et des convulsions politiques ont été liés – et le sont encore – à la question des



ressources – la terre et l'eau – qui permettent l'agriculture. La conflictualité foncière, en particulier, est presque un invariant de l'histoire politique contemporaine. Dans la plupart des aires géographiques, l'histoire a légué de fortes inégalités d'accès à la terre au XX^e siècle. Ainsi s'est constituée une élite économique et politique qui détenait l'essentiel de la terre alors que, dans le cadre de sociétés encore très rurales, la majorité de la population devait se contenter du statut de métayers et fermiers précaires. Beaucoup de l'instabilité politique récente – voire encore actuelle – est ainsi née de cette bipolarisation sociopolitique et foncière. Cette influence des structures socio-agraires sur l'histoire politique emprunte à ce que j'appelle l'agropolitique. Depuis le XX^e siècle, celle-ci s'est ainsi déployée en Amérique latine, en Europe méditerranéenne, en Asie, au Moyen-Orient, au Maghreb et en Afrique australe. Et c'est encore le cas dans bien des endroits de la planète. Remarquons que cette faim de terres s'est souvent retrouvée derrière la faim tout court, les paysans en situation précaire sur le plan foncier y étant les plus exposés. D'ailleurs, pour revenir à Josué de Castro, il établissait déjà ce lien dans son ouvrage de 1952. Et force est d'admettre que c'est toujours le cas, les zones rurales souffrant le plus d'insécurité alimentaire aujourd'hui.

“ Dans la plupart des aires géographiques, l'histoire a légué de fortes inégalités d'accès à la terre au XX^e siècle. ”

Si la question de la terre a été si déstabilisatrice jusqu'à aujourd'hui dans la plupart des régions du monde, celle de l'eau l'est aussi. Mais cette question est plus circonscrite à certaines régions, notamment le Moyen-Orient. Quand on parle de conflits de l'eau, c'est en effet dans cet endroit du monde marqué par l'aridité que les rivalités hydropolitiques sont les plus vives. Et quand on évoque les guerres de l'eau, certes de façon abusive, il s'agit alors de « guerres » de l'irrigation, tant c'est l'eau agricole qui prévaut dans les usages sur les bassins hydrographiques du Nil, du Jourdain et de Mésopotamie. Par exemple, ce que la Turquie fait en amont du Tigre et de l'Euphrate, en irriguant de plus en plus de terres au détriment des Irakiens et des Syriens, est une sorte de violence, certes moins visible que celle des déploiements militaires, mais les effets sont déjà lourds. On peut en dire autant d'Israël, qui entrave fortement l'irrigation par les Palestiniens.

Dans votre ouvrage, *Terres, pouvoirs et conflits*, vous expliquez notamment que la question agraire est à l'origine de la guerre d'Afghanistan (1979-1989), qui – on l'a vu par la suite – a fragilisé l'URSS qui s'est effondrée en 1991 et ouvert la boîte de Pandore des revanches ethniques et du djihadisme taliban. Pouvez-vous nous expliquer cela ? La situation actuelle est-elle encore l'héritière de cela ?

Il faut bien sûr se garder de faire de cette explication le facteur unique de ce moment de rupture politique, qu'on peut quand même assimiler à un moment agropolitique. Dans cette ancienne monarchie tribale devenue une république en 1973, la

question agraire s'était retrouvée au cœur de l'agenda politique du président Mohammed Daoud Khan. Dans une société à plus de 70 % rurale, la terre conditionnait alors fortement les rapports sociaux entre des propriétaires souvent absentéistes et des paysans sans terre qui la travaillaient en tant que métayers ou ouvriers agricoles. Pour le premier président de la république afghane, la réforme de la société passait donc par l'encadrement de ces relations déséquilibrées, sans omettre d'autres sujets de société. Il lança ainsi une ambitieuse réforme agraire en 1975 qui visait notamment à diminuer la taille des plus grandes propriétés. Mais ce faisant, il heurta les intérêts de l'ex-famille royale, des grands propriétaires et des dirigeants des confréries soufies propriétaires de vastes domaines. Il dut reculer en partie, ce qui lui valut d'être défié par ses alliés du People's Democratic Party of Afghanistan (PDPA), un mouvement à dominante marxiste parrainé par Moscou. En avril 1978, ceux-ci renversèrent ainsi celui qu'ils avaient porté au pouvoir cinq ans plus tôt. Encore plus déterminé à changer la structure de la société, le nouveau



Photo ci-dessus :

Un fermier indien longe des champs dans la région de Chhattisgarh, qui constitue l'un des principaux théâtres d'opération des Naxalites indiens, une guérilla maoïste cherchant à « organiser les paysans pour provoquer une réforme agraire », en s'appuyant notamment sur les paysans spoliés. Aujourd'hui, après cinq décennies de combat et plus de 15 000 morts, l'insurrection naxalite, bien que peu médiatisée, constitue le conflit le plus meurtrier en Inde. (© Shutterstock/Hari Mahidhar)

pouvoir dirigé par Nour Mohammad Taraki voulut reprendre le chemin de la réforme agraire en la radicalisant par l'abaissement des plafonds de propriétés et l'annulation des dettes qui liaient les paysans à leurs propriétaires. À cela s'ajoutaient l'arrêt de la culture de l'opium ainsi que des réformes de sociétés. Mais les grands propriétaires se voyaient dépossédés en grande partie de la terre et de ses attributs (revenus du métayage parfois importants comme dans le cas de l'opium, paiement de dettes avec intérêts, prestige). Et, de leur côté, les paysans n'étaient pas unanimes à la saluer car, outre la prohibition de l'opium, ils voyaient d'un mauvais œil les fonctionnaires marxistes venus de Kaboul pour la mettre en œuvre, surtout quand ils n'étaient pas de leur ethnie. Tout cela mettait la société en effervescence, d'autant plus que ces réformes en croisaient d'autres qui irritaient les mollahs. Le Premier ministre Hafizullah Amin, effrayé par la radicalité de son Président, le renversa, ce qui poussa les Soviétiques à intervenir le 24 décembre 1979. On sait ce qu'il advint par la suite : la guerre contribua fortement à la fragilisation de l'URSS, qui s'écroula en 1991 et son retrait d'Afghanistan ouvrit la boîte



Terres et conflits



Photo ci-dessus : Photographie non datée montrant Mao Zedong (à gauche) s'entretenant avec des paysans chinois. Lors de la guerre civile chinoise, conflit armé qui opposa le parti nationaliste du Kuomintang au Parti communiste chinois de Mao Zedong, les communistes pratiquèrent une redistribution des terres dans les régions rurales passées sous leur contrôle, leur garantissant le soutien d'une partie importante de la population. (© AFP)



de Pandore des revanches ethniques puis du djihadisme taliban. Cet exemple, parmi tant d'autres, montre bien l'importance sociale, politique et géopolitique de la terre.

En Chine, c'est en s'appuyant sur les masses paysannes que Mao a réussi à renverser l'ancien régime. Comment expliquer cette mobilisation du monde rural chinois et pourquoi Mao pensait-il que la réussite de sa révolution dépendait des paysans ?

La révolution chinoise illustre aussi ce type de moment agropolitique dont je parlais auparavant. Au sortir de la dynastie Qing, en 1912, la Chine, rurale et paysanne, avait hérité d'une situation où la stratification sociale et politique était là aussi fortement basée sur le rapport à la terre. La situation était tellement délétère que, déjà au XIX^e siècle, ce vaste pays avait connu des épisodes de guerres agraires d'une violence inouïe, notamment avec le soulèvement des Taiping (1850-1865) et celui des Boxers (1900-1902). Cette situation d'inégalité foncière a ainsi été centrale dans la maturation idéologique de Mao. Mais il y avait aussi une portée en termes de *praxis* : pour celui qui voulait renverser l'ordre féodal, s'imposait à lui l'évidence qu'il fallait prendre appui sur cette foule de déshérités peuplant alors le pays. D'ailleurs, dès la guerre civile contre les nationalistes à partir de 1927, lui et ses troupes redistribuèrent des terres dans les régions qu'ils contrôlaient, ce qui lui permit de gagner les cœurs. Mais c'est surtout après leur victoire en 1949 que cette redistribution forcée de la terre fut généralisée, ce qui pour les paysans récompensait leur rôle décisif dans la réussite de la révolution. Cette redistribution ne fut cependant qu'une étape vers la grande collectivisation lancée en 1958 dans le cadre du Grand Bond en avant. Or, on sait combien cette collectivisation des terres supposée moderniser l'agriculture pour tirer l'industrie se traduisit par la Grande Famine puis par l'effondrement de la production agricole. En transformant les paysans en ouvriers des communes populaires, vastes unités de production collective, Mao n'avait donc pas réussi le second temps de la révolution. Faut-il dès lors s'étonner que son successeur Deng Xiaoping ait mis en priorité la dissolution de ces struc-

tures étatiques dans les campagnes pour redonner des marges d'initiatives aux paysans via notamment l'attribution de lopins ? Et cette réorientation a été à l'origine du décollage du pays. On voit là encore que l'usage de la terre n'est décidément pas neutre sur le plan politique et géopolitique.

Existe-t-il d'autres cas récents de mobilisations paysannes qui ont porté des révolutions ? Et dans quelle mesure le contrôle des terres cultivables constitue-t-il encore aujourd'hui un facteur d'explication de l'instabilité politique ?

Sans parler obligatoirement de révolution, car c'est une figure particulière de l'instabilité, la planète regorge d'exemples récents qui mettent en lumière le rôle politique du déséqui-

“ La planète regorge d'exemples récents qui mettent en lumière le rôle politique du déséquilibre foncier. ”

libre foncier. Héritière de structures foncières très inégalitaires depuis les colonisations portugaise et espagnole, l'Amérique latine, en particulier, a mis en scène une dialectique entre États autoritaires et rebellions largement liée à cette question de la terre. Sans remonter aux révolutions mexicaine et cubaine, je peux citer notamment le Nicaragua, le Salvador, le Guatemala ou encore la Colombie comme des territoires de mobilisations révolutionnaires paysannes. Dans ce dernier pays, entré dans un processus de paix en 2016 après une guérilla très violente, force est d'admettre que l'engagement des FARC pendant plusieurs décennies a été fondamentalement déterminé par le faible accès des paysans à la terre. Et on sait que la réussite de ce processus dépendra de la réussite du volet foncier. Toujours sur ce continent, le Brésil, récemment mis sous les feux de l'actualité avec l'élection de Jair Bolsonaro, constitue une large arène agropolitique [voir l'article d'E. Girardi p. 76]. Dans ce vaste pays, l'agro-business s'est largement trouvé derrière la dictature (1964-1985) qui avait succédé au président Goulard, initiateur, justement, d'une réforme agraire. Dans les années 2000, ce même lobby a contraint la gauche d'aller plus avant dans les réformes agraires, exposant la population rurale à la permanence de la violence économique dénoncée par le mouvement des paysans sans terre (MST). Entre autres signes de l'acuité de cette question, relevons que les promesses de criminalisation de ce mouvement pendant sa campagne ont été en bonne place dans le répertoire électoral du candidat Bolsonaro.

D'autres régions du monde ont été marquées par les mobilisations paysannes de type révolutionnaire. Du Vietnam à la Corée, on ne peut comprendre les processus violents de décolonisation si l'on ne s'intéresse pas aussi à ces masses paysannes laissées hors de l'accès à la terre. Plus récemment, en Asie du Sud, les maoïstes indiens et les marxistes philippins se sont engagés contre un déséquilibre foncier hérité respectivement de la colonisation anglaise et espagnole. Sans renverser les pouvoirs, ils ont pesé et pèsent encore dans ces deux grands pays. Les naxalites maoïstes tiennent encore bien des zones rurales en Inde, et aux Philippines l'accord de paix signé entre l'Armée du Nouveau Peuple et le pouvoir reste fragile. J'ajoute que le



radicalisme islamique sur l'île de Mindanao aux Philippines, seule île musulmane de l'archipel, résulte en grande partie de l'arrivée de paysans sans terre catholiques venus des autres îles d'ancienne colonisation espagnole. Ils y ont été envoyés depuis les années 1960 par les pouvoirs philippins soucieux de ne pas affecter les terres des grands propriétaires héritiers des haciendas issues de la domination hispanique. Divers groupes djihadistes de Mindanao, dont Abu Sayyaf, qui a fait allégeance à l'État islamique, ont ainsi une forte causalité foncière même si, ici, elle est indirecte. En parlant de mouvance islamiste qui a tant d'influence en Asie du Sud, on peut évoquer le Pakistan, où

“ Du Vietnam à la Corée, on ne peut comprendre les processus violents de décolonisation si l'on ne s'intéresse pas aussi à ces masses paysannes laissées hors de l'accès à la terre. ”

elle s'explique aussi, du moins en partie, par la survivance d'une structuration politico-foncière dans les campagnes encore très peuplées et pauvres. Là, comme ailleurs, les mobilisations islamistes doivent donc être également interrogées dans leurs dynamiques profanes.

Au Moyen-Orient, l'histoire récente a été également marquée au sceau de la question agraire. Ainsi l'inégalité d'accès à la terre a été une source importante dans la création de mouvements comme le Hezbollah libanais ou le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, qui ont été à leur origine largement composés de paysans ou de fils de paysans précaires. De même, en Égypte, la radicalisation islamique à la fin des années 1990 est aussi à relier à la remise en question de la réforme agraire voulue par Nasser.

L'Afrique a aussi offert des séquences de forte violence politique, largement conditionnée par le déséquilibre foncier. C'est notamment le cas dans les régions de colonisation de peuplement où le domaine colonial a massivement évincé les paysans de leurs terres. On pourrait relire la guerre d'Algérie à cette aune. Faut-il d'ailleurs rappeler l'ouvrage *Les Damnés de la Terre* de Franz Fanon, qui s'engagea auprès des Algériens ? Plus près de nous, les indépendances acquises de haute lutte en Angola et au Mozambique résultèrent bien de guerres paysannes. Cette question demeure d'ailleurs brûlante dans ces anciennes colonies de peuplement comme l'Afrique du Sud [voir l'article de C. Perrot p. 73]. Voulant construire la nation arc-en-ciel, Nelson Mandela avait évité une réforme agraire coercitive au détriment des propriétaires blancs, qui détenaient plus de 85 % de la terre. Mais le temps a passé et cet état de fait a été remis en question, d'autant plus que les pouvoirs n'avaient plus le charisme du grand leader de la lutte anti-apartheid. Aussi cette question est-elle de retour aujourd'hui. Le nouveau président Cyril Ramaphosa se doit ainsi de répondre à ce besoin de justice sans attenter aux équilibres économiques qu'une réforme trop brutale risquerait de rompre. Rappelons à ce sujet

le cas du Zimbabwe, où la réforme brutale menée en 2000 par Robert Mugabé avait donné lieu à une grave famine et à un exode massif.

Pour certains, les tensions alimentaires au sud et à l'est de la Méditerranée sont susceptibles de déboucher à court ou moyen terme sur un conflit. Qu'en pensez-vous ? Comment expliquer les vulnérabilités agricoles de cette région ?

Cette région souffre à l'évidence de contraintes énormes pour l'activité agricole. Il s'agit comme je l'évoquais précédemment de la région la plus aride au monde. Or, ces pays sont allés au bout de ce qu'ils pouvaient utiliser en termes de ressources en eau et en terre. Pire, non seulement cette région est la seule au monde à n'avoir aucune possibilité de trouver de nouvelles terres cultivables, mais sous l'effet de l'urbanisation et de l'érosion des sols, la surface se réduit. Quant à l'eau, les limites sont atteintes tant en termes d'eau de surface que de nappes. Beaucoup de signes montrent actuellement l'effondrement de cette région sur le plan hydrique, à commencer par l'Iran et le



Sud de l'Irak où des manifestations pour l'eau se multiplient. Si l'on ajoute à cela l'accroissement démographique et le fait que cette région est un *hot spot* du changement climatique, il n'est pas étonnant que les rivalités hydropolitiques s'intensifient tandis que la dépendance alimentaire s'accroît. Certes, des améliorations sont envisageables en termes de modernisation de l'irrigation ou d'organisation du travail agricole, mais jamais cette région ne parviendra plus à l'autosuffisance, rêve porté par les anciens grands leaders de la région soucieux de ne pas dépendre des Américains. Pour les pays du Golfe, la rente permet pour l'heure de sécuriser les approvisionnements, notamment en se portant vers les terres d'Afrique de l'Est ; et pour les plus pauvres, le subventionnement des importations reste la pratique la plus courante. Mais jusqu'à quel point pourront-ils le faire, notamment pour un pays comme l'Égypte, qui est le premier importateur de blé au monde ?

Will you have a part
in
Victory?



"Every Garden a Munition Plant"

Photo ci-dessus :

Tracteur abandonné dans un désert de l'Est syrien. La volonté de Daech de s'implanter territorialement le long des deux fleuves du Tigre et de l'Euphrate, et dans les grandes plaines céréalières de l'Est syrien, montre que le contrôle des champs pétrolifères n'était pas l'unique enjeu. Au-delà se situait en effet l'exploitation des ressources alimentaires et en eau de cet espace. (© Shutterstock/Grigory Kubatyan)



Terres et conflits

Pour aller plus loin

Pierre Blanc, *Terres, pouvoirs et conflits : une agro-histoire du monde*, Paris, Presses de Sciences Po, mars 2018, 384 p.



Selon vous, le mouvement d'accaparement des terres – qui existe un peu partout dans le monde – pourrait constituer en Afrique, grand réservoir foncier, une source de grande instabilité foncière et donc de violences. Quels sont d'après vous les pays où le risque est le plus élevé ?

L'Afrique est effectivement un réservoir de terres très important avec un potentiel de production certain, ne serait-ce que du fait de la présence d'eau en quantité. Cependant le statut de la terre expose ce continent à des possibilités de prédation. Mais pour mesurer ce risque, il faut revenir à l'organisation foncière, notamment en Afrique centrale et de l'Ouest, où le droit coutumier prévaut. Il s'agit d'un droit égalitaire où les paysans reçoivent leurs terres des chefs de villages sans pour autant être détenteurs de titres de propriétés. Néanmoins les États ont souvent domania- lisé ces terres après les indépendances, ce qui fait que l'État est en dernière instance le propriétaire. Dans le contexte de mondialisation foncière, des États peuvent ainsi traiter directement avec des investisseurs sans tenir compte des communautés pay-

Enfin, vous dites que l'Afrique de l'Ouest est relativement épargnée et que la question de la terre est très peu interve- nue dans les violences qu'a connues la région. Pourtant au Nigéria, les violences entre éleveurs et agriculteurs ont fait plus de 200 morts en juin 2018, et ce conflit est en train de devenir la plus grande menace pour la sécurité et la stabilité du pays. Comment expliquer cela ?

Quand j'écris que l'Afrique de l'Ouest est relativement à l'écart de la question foncière, c'est du point de vue de la dia- lectique, à savoir comment l'histoire a produit de l'inégalité foncière et comment en retour celle-ci à concouru fortement

“ Dans le contexte de mondialisation foncière, des États peuvent traiter directement avec des investisseurs sans tenir compte des communautés paysannes. ”



Photo ci-dessus :

Le 1^{er} août 2018, des Éthiopiennes déplacées ont trouvé refuge à Kercha, dans le Sud du pays. En Éthiopie, la recrudescence des violences régionales intervient après plus de deux années marquées par des protestations populaires inédites, contre les injustices foncières héritées de près de trois décennies de gouvernance autoritaire et corrompue du FDRPE ; la région Oromia – la plus vaste, peuplée et prospère du pays – étant la plus affectée. (© AFP/Maheder Hailselassie Tadesse)

sannes. C'est la même chose dans des pays qui avaient adopté le collectivisme agraire, comme l'Éthiopie et le Mozambique, avec le même risque d'attribution de terres à des investisseurs par-delà les intérêts des paysans. En Éthiopie, des populations ont été récemment évincées de leurs terres dans les régions de Gambella et du Nil bleu, au profit d'investissements dans les cultures commerciales. Au Mozambique, les paysans de la région de Nacala ont en revanche réussi à s'opposer à un projet qui prévoyait la mainmise foncière d'une entreprise brésilo-mozambi- caine sur 14 millions d'hectares.

Devant ces dangers d'éviction de l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique de l'Est, des organisations internationales appellent à la sécuri- sation foncière. En soi, l'immatriculation permet aux paysans de protéger les terres qu'ils cultivent. Mais le résultat n'est pas certain, parce que si les paysans ne sont pas accompagnés par des politiques agricoles fortes, ils finiront eux aussi par vendre et partir vers les villes ou ailleurs. L'histoire a montré cette tendance partout dans le monde. Et ce n'est pas avec la pression des inves- tisseurs nationaux ou internationaux que l'on peut être rassuré.

à la marche de l'histoire. En Afrique de l'Ouest, la colonisation, qui n'était pas de peuplement, n'a pas modifié l'accès au fon- cier, le droit coutumier relativement égalitaire y étant de fait préservé. Si, à la suite des indépendances, des pays de cette région ont connu des instabilités, l'origine n'est donc que rare- ment à rechercher dans l'accès inégal à la terre. Or, j'ai pris le parti de m'intéresser essentiellement à la « macro-politique », autrement dit celle qui a trait aux ruptures ou aux menaces de ruptures des États contemporains. Si ce conflit peut atteindre des violences extrêmes à des échelles plus locales, il a eu moins d'effets sur la « macro-politique » contemporaine des États que la question des structures agraires. Tout simple- ment parce que la population des pasteurs semi-nomades et nomades pèse en général beaucoup moins que celle des paysans.

Cependant, je vous l'accorde, cet affrontement entre pasteurs et agriculteurs demeure prégnant dans certains pays, en parti- culier au Nigéria, où effectivement les affrontements récents ont été très violents. Ce conflit qu'on réduit trop vite en termes religieux (chrétiens contre musulmans) ou ethniques (beroms contre peuls) a des racines agro-environnementales évidentes : l'arrivée dans les États du centre des éleveurs fuyant l'aridité croissante et l'insécurité au nord entre de plus en plus en conflit avec les activités agricoles des régions d'accueil. Mais on sait aussi que ce conflit n'est pas sans instrumentalisations poli- tiques. Ces conflits entre éleveurs et pasteurs – une dichotomie qu'il ne faut pas toujours exagérer tant il y a une perméabilité entre les activités –, c'est en Afrique de l'Est qu'ils ont récem- ment atteint le plus haut niveau de violence. Le génocide de 1994 au Rwanda et les affrontements dans le Darfour soudanais en 2003-2005 sont à relire avec cet arrière-plan agraire. C'est ce que je fais d'ailleurs dans mon ouvrage *Terres, pouvoirs et conflits*.

Entretien réalisé par Thomas Delage le 24/01/2019